

TITRE PROFESSIONNEL DU MINISTÈRE DU TRAVAIL

## Monteur levageur de structures métalliques

Le titre professionnel **monteur levageur de structures métalliques<sup>1</sup>** niveau 3 (code NSF : 254s) se compose d'une activité type, chaque activité type comportant les compétences nécessaires à sa réalisation. A chaque activité type correspond un certificat de compétences professionnelles (CCP).

Le monteur levageur en structures métalliques est un professionnel qui, en équipe et sous la responsabilité d'un chef d'équipe ou chef de chantier, assemble au sol et en hauteur, des ouvrages provisoires ou définitifs du Bâtiment et des Travaux Publics.

Pour la manutention et le levage des éléments lourds, un engin de levage (grue mobile, grue à tour ou chariot élévateur à flèche télescopique) avec son conducteur est mis à la disposition de l'équipe. Le professionnel n'est pas le conducteur de l'engin de levage. En matière de manutention et de levage de charges, son action se limite à l'accrochage par élingues de celles-ci et au guidage des manœuvres du « grutier » par radio ou gestes conventionnels.

En matière de montage de structures métalliques, les ouvrages érigés sont principalement des ossatures en acier d'immeubles et de bâtiments industriels dont le clos et le couvert sont assurés par la mise en place de panneaux isolants (usines, entrepôts, grandes surfaces, bâtiments agricoles, etc.).

En matière de montage de structures provisoires, les ouvrages sont de type soutènement nécessaires à la construction des ouvrages de bâtiment ou de génie civil (butteaux, palées provisoires, etc.).

Qui dit "structure provisoire" dit démontage et repli du matériel de celle-ci. Le professionnel assure les différentes phases liées au montage-levage/démontage quels que soient le type de matériel utilisé et les charges soulevées.

Sous réserve de suivre une formation complémentaire spécifique aux assemblages provisoires et définitifs des structures en bois ou en béton

(armé, précontraint), le professionnel sera en capacité de construire les structures de ce(s) type(s).

L'emploi est non sédentaire. La mobilité est au minimum régionale et souvent nationale voire internationale. Les réalisations sont principalement en plein air, en hauteur et en toutes saisons. L'éloignement fréquent vers le lieu de travail implique un temps de déplacement et une vie hebdomadaire à proximité du chantier. Le travail en hauteur, bien que largement aidé par les engins de levage, demeure physique.

Le professionnel réalise son activité dans le respect des règles de sécurité individuelles et collectives (et, s'il existe, en application du PPSPS, sinon du plan de prévention).

Le professionnel déplace et réalise les manœuvres des plates-formes élévatrices automotrices multidirectionnelles de type PEMP catégorie 3B (Cf la R486 de la CNAM - *Risques professionnels*).

Pour la conduite de cet engin, le professionnel détient l'autorisation de conduite délivrée par son employeur.

La capacité à conduire la PEMP est indispensable pour accéder à l'emploi.

Pour les opérations de déchargement et de préparation du chantier, le professionnel peut être également amené à conduire et utiliser un chariot élévateur tout terrain de catégorie F (Cf la R482 de la CNAM - *Risques professionnels*).

La capacité à conduire ce type d'engin n'est pas indispensable pour accéder à l'emploi.

### ■ CCP - Monter des structures métalliques

- Décharger, trier et stocker temporairement des éléments de structures et du matériel
- Assembler depuis le sol des éléments de structures
- Assembler en hauteur des éléments de structures
- Démonteur une structure provisoire, coliser les éléments et le matériel pour repli

Code TP -00062 référence du titre : **Monteur levageur de structures métalliques<sup>1</sup>**

Information source : référentiel du titre : ML

<sup>1</sup>ce titre a été créé par arrêté de spécialité du 17 mars 2004. (JO modificatif du 9 février 2021)

Emploi métier de rattachement suivant la nomenclature du ROME : F1502- Montage de structures métalliques

## MODALITES D'OBTENTION DU TITRE PROFESSIONNEL<sup>2</sup>

### 1 – Pour un candidat issu d'un parcours continu de formation

A l'issue d'un parcours continu de formation correspondant au titre visé, le candidat est évalué par un jury composé de professionnels, sur la base des éléments suivants :

- une mise en situation professionnelle ou une présentation d'un projet réalisé en amont de la session, complétée par un entretien technique, un questionnaire professionnel, un questionnement à partir de production(s) si prévus au RE ;
- les résultats des évaluations passées en cours de formation ;
- un dossier professionnel dans lequel le candidat a consigné les preuves de sa pratique professionnelle, complété d'annexes si prévues au RE ;
- un entretien final avec le jury.

### 2 – Pour un candidat à la VAE

Le candidat constitue un dossier de demande de validation des acquis de son expérience professionnelle justifiant, en tant que salarié ou bénévole, d'une expérience professionnelle d'un an en rapport avec le titre visé.

Il reçoit, de l'unité départementale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE), une notification de recevabilité lui permettant de s'inscrire à une session titre.

Lors de cette session, le candidat est évalué par un jury de professionnels, sur la base des éléments suivants :

- une mise en situation professionnelle ou une présentation d'un projet réalisé en amont de la session, complétée par un entretien technique, un questionnaire professionnel, un questionnement à partir de production(s) si prévus au RE ;
- un dossier professionnel dans lequel le candidat a consigné les preuves de sa pratique professionnelle, complété d'annexes si prévues au RE ;
- un entretien final avec le jury.

**Pour ces deux catégories de candidats (§ 1 et 2 ci-dessus), le jury, au vu des éléments spécifiques à chaque parcours, décide ou non de l'attribution du titre.** En cas de non obtention du titre, le jury peut attribuer un ou plusieurs certificat(s) de compétences professionnelles (CCP) composant le titre. Le candidat peut se présenter aux CCP manquants dans la limite de la durée de validité du titre. Afin d'attribuer le titre, un entretien final se déroule en fin de session du dernier CCP, et au vu du livret de certification.

En cas de révision du titre, l'arrêté de spécialité fixe les correspondances entre les CCP de l'ancien titre et ceux du titre révisé. Le candidat se présente aux CCP manquants du nouveau titre.

En cas de clôture du titre, le candidat ayant antérieurement obtenu des CCP dispose d'un an à compter de la date de la fin de validité du titre pour obtenir le titre initialement visé.

### 3 – Pour un candidat issu d'un parcours discontinu de formation ou ayant réussi partiellement le titre (formation ou VAE)

Le candidat issu d'un parcours composé de différentes périodes de formation ou ayant réussi partiellement le titre peut obtenir le titre par **capitalisation** des CCP constitutifs du titre.

Pour l'obtention de chaque CCP, le candidat est évalué par un jury composé de professionnels. L'évaluation est réalisée sur la base des éléments suivants :

- une mise en situation professionnelle ou une présentation d'un projet réalisé en amont de la session, complétée par un entretien technique, un questionnaire professionnel, un questionnement à partir de production(s) si prévus au RE ;
- les résultats des évaluations passées en cours de formation pour les seuls candidats issus d'un parcours de formation ;
- un dossier professionnel dans lequel le candidat a consigné les preuves de sa pratique professionnelle, complété d'annexes si prévues au RE.

Afin d'attribuer le titre, un entretien final se déroule en fin de session du dernier CCP, et au vu du livret de certification.

## MODALITES D'OBTENTION D'UN CERTIFICAT COMPLEMENTAIRE DE SPECIALISATION (CCS)<sup>2</sup>

Un candidat peut préparer un CCS s'il est déjà titulaire du titre professionnel auquel le CCS est associé.

Il peut se présenter soit à la suite d'un parcours de formation, soit directement s'il justifie de 1 an d'expérience dans le métier visé.

Pour l'obtention du CCS, le candidat est évalué par un jury composé de professionnels sur la base des éléments suivants :

- une mise en situation professionnelle ou une présentation d'un projet réalisé en amont de la session, complétée par un entretien technique, un questionnaire professionnel, un questionnement à partir de production(s) si prévus au RE ;
- les résultats des évaluations passées en cours de formation pour les seuls candidats issus d'un parcours de formation ;
- un dossier professionnel dans lequel le candidat a consigné les preuves de sa pratique professionnelle, complété d'annexes si prévues au RE ;
- un entretien final avec le jury.

## PARCHEMIN ET LIVRET DE CERTIFICATION

Un **parcemin** est attribué au candidat ayant obtenu le **titre** complet ou le **CCS**.

Un **livret de certification** est remis au candidat en réussite partielle.

**Ces deux documents sont délivrés par le représentant territorial compétent du ministère du Travail.**

<sup>2</sup> Le système de certification du ministère du Travail est régi par les textes suivants :

- Code de l'éducation notamment les articles L. 335-5, L. 335-6, R. 335-7, R. 335-13 et R. 338-1 et suivants
- Arrêté du 22 décembre 2015 relatif aux conditions de délivrance du titre professionnel du ministère chargé de l'emploi
- Arrêté du 21 juillet 2016 (JO du 28 juillet 2016 modifié par l'arrêté du 15 septembre 2016) portant règlement général des sessions d'examen pour l'obtention du titre professionnel du ministère chargé de l'emploi